

# Profession Sage-Femme

NUMÉRO 223 • MARS 2016 • 6 €

## Mission « Calais » pour GSF



**Dossier** Patientes maltraitées, comment signaler ? **Info-pro** Enquête nationale auprès des sages-femmes en activité sur les violences faites aux femmes **Maïeutique** Cas clinique/Allaitement : expression anténatale du colostrum • Entretien avec Michel Schmitt

# Mission « Calais » pour Gynécologie sans frontières

Dans le nord de la France, des exilés qui cherchent à gagner l'Angleterre s'entassent dans plusieurs camps et bidonvilles du littoral. Alors que les femmes y sont de plus en plus nombreuses, Gynécologie sans frontières y a entamé une mission en novembre dernier. Reportage.



Dilsah consulte pour une grossesse dans le camp de Grande-Synthe.

**T**imide et effacée, Dilsah (1) grimpe dans le camion. Karwan, son mari la suit de près. Elle s'allonge sur une table d'examen recouverte d'un tissu fleuri, soulève les multiples couches chargées de l'isoler du froid et de l'humidité. Une fois les quelques centimètres carrés de peau dévoilés, l'échographie peut commencer. Dans cette improbable salle de consultation, Nora Alloy, gynécologue-obstétricienne bénévole de Gynécologie sans frontières (GSF), conserve parka, écharpe et bonnet. Fin janvier, l'air de Grande-Synthe est glacial. Dans le campement

d'exilés, le sol ne dégèle pas de la journée. Cela évite de s'enfoncer dans les vingt centimètres de boue habituels.

## DANS LES JUNGLES DU NORD

Petite cité collée à Dunkerque dans le département du Nord, Grande-Synthe est devenue célèbre pour son camp de migrants. Deux fois moins grosse que celle de Calais, ville voisine d'une trentaine de kilomètres, la jungle de Grande-Synthe compte nombre de femmes et d'enfants. Un camp de fines toiles boueuses et trempées installées dans une zone marécageuse. Trente-deux toilettes pour 2500 personnes au moins, alors que les normes internationales recommandent un WC pour vingt personnes. Et l'accès à l'eau est plus que limité (2). « On les laisse vivre dans des conditions inhumaines. Comme des chiens. Et je pèse mes mots », rage la sage-femme Marie Degrand, présente pour Gynécologie sans frontières.

Depuis mi-novembre, la petite ONG intervient dans cinq « camps de réfugiés-migrants du Nord et du Pas-de-Calais » : Calais, Grande-Synthe, Norrent-Fontes, Steenvoorde et Angres. Ces campements jouxtent les aires des autoroutes qui mènent vers l'Angleterre, Eldorado rêvé de toutes ces personnes qui fuient la mort, les guerres et les dictatures du Moyen-Orient et de la Corne de l'Afrique (3). Depuis le début de l'été, une explosion démographique a eu lieu. Impossible d'avoir des chiffres fiables. Ils varient du simple au double selon les interlocuteurs. Peut-être 7000 personnes en tout. Probablement plus d'un millier de femmes. Avec les enfants, elles sont de plus en plus nombreuses à s'exiler, seules ou en couple. Ce mouvement témoigne de l'aggravation du drame qui se joue dans leur pays d'origine.

Bloqués à Grande-Synthe depuis « deux mois



© G.M.

**Fin janvier, dans le camp de Grande-Synthe, les conditions de vie sont rudes. Médecins sans frontières construit un autre camp aux normes internationales.**

et dix jours », Dilsah et Karwan ont quitté leur Kurdistan irakien en lutte contre l'organisation terroriste Etat islamique. « Nous ne retournerons jamais là-bas. Il n'y a plus rien. Notre village a été rasé. » Pour venir, le couple a traversé la Turquie, la Méditerranée, la Grèce, puis gagné le nord de la France caché dans un camion. Leur « ticket » à 10 000 dollars devait leur assurer le parcours jusqu'au Royaume-Uni.

### **VIOLENCES DE LA FRONTIÈRE**

En attendant, Dilsah est enceinte de deux mois et demi. Karwan est si joyeux qu'il en oublie un temps ce terrible mal de tête qui l'assaille depuis des jours. Les jeunes trentenaires s'aiment depuis presque dix ans. Ils n'ont jamais eu d'enfant. Karwan souhaite faire une pause – quinze jours à un mois – avant d'essayer à nouveau de grimper clandestinement à l'arrière d'un camion. L'ancien coiffeur redoute une fausse couche.

Chaque nuit, les tentatives de passage sont nombreuses. Les réussites rares, les risques énormes. Il faut courir et sauter, se cacher, escalader et enjamber les immenses barrières doublées et les barbelés, éviter de se faire prendre par les chauffeurs, les agents de sécurité ou les policiers, dont certains n'hésitent pas à cogner. Sans compter les ratonnades menées par quelques groupuscules extrémistes. Une gymnastique que les femmes enceintes n'hésitent pas à pratiquer jusqu'au terme de leur grossesse. Il est plus facile de passer

avec un bébé dans son ventre plutôt que dans ses bras. Les violences subies à la frontière anglaise, qui s'est déplacée en France au bénéfice de juteux accords économiques, sont le premier problème de santé des exilés. De plus en plus difficile à franchir, la frontière va jusqu'à tuer. Des adultes et des adolescents, mais pas seulement. « Le carré des anges du cimetière de Calais en témoigne », évoque Véronique Rivet, sage-femme cadre à la maternité de Dunkerque. Anciennement en poste à Calais, elle a directement connu au moins une mort fœtale in utero. Une grossesse de sept mois. A l'hôpital de Calais – localité de 73 000 habitants qui a repoussé les migrants aux limites de sa commune et ainsi contribué à l'édification du plus grand bidonville d'Europe (peut-être 4500 personnes) –, aucun soignant ne veut parler officiellement. Malgré les multiples relances, la direction refuse de communiquer.

### **FRACTURES ET TRAUMATISMES**

« Les pathologies traumatiques (ecchymoses, hématomes, plaies, amputations, brûlures, entorses, fractures) sont en constante augmentation et constituent une préoccupation quotidienne pour les professionnels de santé. Il s'agit aujourd'hui de la première cause de recours aux soins », écrit le Défenseur des droits dans un rapport sur la situation à Calais rendu public mi-octobre dernier. Une semaine plus tard, les ministères de la Santé et de l'Intérieur, dans une œuvre commune, rendent

à leur tour compte de la « prise en charge sanitaire des migrants à Calais ». A l'hôpital, ils notent 40 % des consultations en traumatologie à la permanence d'accès aux soins de santé (Pass), au service des urgences et en hospitalisation. La situation est identique à l'antenne Pass du centre Jules-Ferry, ancien centre aéré transformé en « accueil d'urgence pour les populations migrantes présentes à Calais », en lisière du bidonville. Ils y ajoutent les traumatismes crâniens. Les femmes ne sont pas épargnées. Viennent ensuite des pathologies liées aux conditions de vie : infections respiratoires, gale, compliquées à soigner dans pareil environnement. La tuberculose et la rougeole inquiètent. S'y ajoutent des problèmes d'addiction et des cas de malnutrition. Le tout, sur fond de troubles anxieux et état de stress post-traumatique dus aux horreurs qui ont motivé l'exil, à celles rencontrées en chemin, attisées par les pitoyables conditions d'accueil. Pourtant, pour le Gouvernement, c'est une « situation sanitaire globalement sous contrôle ».

### **BESOINS SPÉCIFIQUES DES FEMMES**

Sage-femme à la maternité de Saint-Omer, Alexandra Duthe vit à proximité de Norrent-Fontes, petite commune à 70 km de Calais, à l'intérieur des terres. Entre les champs et les éoliennes, pas loin d'une aire d'autoroute, se dresse un camp d'environ 250 personnes, dont 60 % de femmes. Des Erythréennes, des Soudanaises, des Ethiopiennes. Plus tranquilles que dans la grande jungle de Calais, elles se partagent deux cabanes aménagées en dortoir. Les hommes et quelques couples occupent des tentes. « Comme je suis aussi infirmière sapeur-pompier, j'étais déjà intervenue dans les camps, pour des intoxications au monoxyde d'azote ou des migrants en hypothermie coincés dans des camions frigorifiques. J'ai voulu aider. Quand les bénévoles ont su que j'étais sage-femme, ils m'ont parlé de



**Nora Alloy, gynécologue-obstétricienne, parle de contraception avec une femme rencontrée lors d'une maraude dans le bidonville de Calais.**

violences faites aux femmes, de demandes d'IVG. » Alexandra Duthe sollicite GSF, qui a plutôt ses habitudes à l'international. « Sauf qu'on est mieux loti en Somalie ou au Soudan qu'ici ! », accuse le vice-président Richard Matis, dans une allusion aux déplorables conditions d'accueil réservées aux exilés sur le sol français. La mission de GSF a officiellement commencé le 15 novembre. Seule organisation spécialisée en santé maternelle et sexuelle, elle intervient désormais aux côtés des grosses ONG médicales (Médecins sans frontières, Médecins du monde) et de bénévoles ou militants britanniques ou français présents dans les camps pour réaliser des soins de premiers secours.

### ORGANISER LA PRISE EN CHARGE

« Le but n'est pas de se substituer aux structures locales, souligne Richard Matis. Nous ne réalisons pas d'acte, mais effectuons l'équivalent d'une surveillance à domicile. » En réalité un peu plus : repérage et suivi des femmes, consultations de contraception, référencement des femmes enceintes, prise de rendez-vous et accompagnement à l'hôpital. L'équipe, composée au minimum d'un binôme

sage-femme/gynécologue-obstétricien, dispose aussi d'un échographe portable sommaire et d'un stock de médicaments. Au besoin, elle réalisera les prélèvements sanguins. Entre mi-novembre et fin janvier, elle a rencontré une quarantaine de femmes enceintes. Malgré ses réticences à signer une convention officielle, le centre hospitalier de Calais était, d'après Richard Matis, très content de l'arrivée de GSF. « Il faut rendre hommage aux ONG sur place qui font les soins courants et le tri des patients », ajoute Véronique Rivet, sage-femme cadre au centre hospitalier de Dunkerque, dont le service de gynécologie-obstétrique est justement situé à Grande-Synthe. « Nous voulons que la situation soit la plus confortable pour tous, les migrantes comme les professionnels de santé », précise Richard Matis. Il s'agit d'huiler les rouages, parfois rouillés, de la prise en charge hospitalière. Partout, il y a un problème de transport. L'hôpital de Calais est à 8 km de la jungle. Si les pompiers, presque constamment accompagnés de CRS, viennent jusqu'aux entrées du camp pour les urgences, ils n'y pénètrent pas et personne ne raccompagne les patients. La camionnette de GSF fait donc aussi taxi (comme celle de La vie active, association

mandatée par l'Etat pour gérer le centre Jules-Ferry). Mais GSF se heurte à une difficulté propre à son activité : sur le terrain, il faut être à la fois visible et invisible. Visible pour se faire connaître des femmes, invisible pour qu'elles viennent consulter sans risquer les réprobations ou les menaces des hommes, maris, frères, compagnons d'infortune ou passeurs. Les binômes de GSF partagent leur temps entre les maraudes et les consultations. Malgré ces difficiles conditions de vie, les grossesses semblent se dérouler sans encombre. « La foi peut déplacer des montagnes. Les femmes sont en bonne santé, elles mèneront leur grossesse à terme », espère Nora Alloy, gynécologue-obstétricienne à Lille et Armentières. Quant à l'activité des maternités concernées, elle n'est guère perturbée par ces nouvelles arrivantes. A Calais, sur un mois et demi, seulement quatre migrantes ont accouché. A Grande-Synthe, « malgré le battage médiatique et les craintes des habitants, l'activité n'a pas été modifiée », reconnaît Véronique Rivet qui compte une à deux patientes par semaine aux urgences obstétricales. Essentiellement des métrorragies du premier trimestre et des douleurs abdominales. Seule difficulté : la barrière de la langue. Les femmes maîtrisent

## L'Etat fait la sourde oreille

**En 2012-2013, GSF a reçu 300 000 euros du ministère des Affaires étrangères pour une mission auprès des exilées syriennes dans un camp géré par les Nations unies en Jordanie (voir *Profession Sage-Femme* n° 193). Début octobre, pour le projet de mission dans le nord de la France, Richard Matis est confiant. Les subventions pour la mission française vont tomber. Par écrit, il alerte le conseil régional, les conseils départementaux du Nord et du Pas-de-Calais, les municipalités concernées et voisines, les ministères de la Ville, de la Santé, de l'Intérieur, l'ARS. Seule la mairie de Grande-Synthe loue et meuble pour GSF un appartement situé à mi-chemin entre Calais et Grande-Synthe, prête un camion pour les consultations sur sa commune. Le fonds solidarité femmes du CNGOF offre un échographe portable bon marché. Richard Matis se tourne alors vers le privé. Hormis 5000 euros de la loge maçonnique du Grand Orient de France, rien ne vient. Puis timidement, les dons de particuliers arrivent, une fondation impliquée en santé maternelle fait une promesse. Débutée sur fonds propres, la mission devrait se poursuivre jusqu'à fin août. Sur le site Internet de l'ONG, l'appel est permanent.**

souvent moins l'anglais que les hommes. Sur son petit carnet, Nora Alloy, qui a déjà appris quelques mots d'arabe lors d'une mission en Jordanie, note du vocabulaire en tigrinya, amharique, kurde, ourdou, farsi...

### UN ACCÈS À L'IVG COMPLIQUÉ ?

Au centre Jules-Ferry, en lisière du bidonville de Calais, le centre d'hébergement des femmes et des enfants est un espace fermé interdit aux hommes migrants. Une série de préfabriqués et de tentes. Fin janvier, 200 places sur 400 sont occupées. Nombre d'exilées préfèrent vivre dans la *jungle*. Par crainte ou refus de l'enfermement ou pour ne pas être séparées de leur mari (4). Chaque vendredi, le centre met une salle à disposition de GSF.

Grande et trop fine liane, Mary, érythréenne de 25 ans, vient consulter car ses « règles ne sont plus comme avant ». Quatre mois plus tôt, elle a subi une IVG médicamenteuse à Calais. « Mais ça n'a pas marché. J'ai saigné. Une semaine après, j'ai dû me rendre à l'hôpital pour une chirurgie. » L'accès à ce service a pu questionner. « A Calais, l'accès à l'IVG est un peu compliqué. Et les migrantes sont confrontées à la barrière de la langue, une méconnaissance

de leurs droits, des problèmes de transport », raconte Lily Boillet, coordinatrice du planning familial du Pas-de-Calais. Voilà plus d'un an, l'association a saisi le Défenseur des droits. « Les femmes migrantes se voyaient opposer une obligation de domiciliation pour accéder à l'IVG. Depuis, cette pratique a disparu, mais lorsqu'elles se présentent seules à l'hôpital, la démarche leur est parfois mal expliquée. Il arrive qu'on leur donne un rendez-vous un mois plus tard, alors qu'elles seront hors délai à cette date. C'est incompréhensible. » Quelques femmes ont été forcées de conserver une grossesse non désirée. La plupart ont pu être orientées sur les services de gynéco-obstétrique

de Grande-Synthe ou Béthune. Les professionnels se défendent de discrimination. Ils invoquent leur responsabilité médicale, le risque hémorragique. « Il y a eu une volonté de sécuriser la santé des femmes, pour ne pas les renvoyer dans leur tente après une IVG médicamenteuse, explique Véronique Rivet. La procédure a été établie à la demande des médecins. Aux femmes sans domicile, on propose une aspiration instrumentale. La dame peut alors rester sous surveillance. » Sur ce point, l'arrivée de GSF pourrait changer la donne. Les bénévoles proposent d'accompagner les femmes, d'organiser leur retour avec une nuit d'hébergement sous surveillance au centre Jules-Ferry, de donner la myféline avant un second rendez-vous à l'hôpital pour le misoprostol.

Pour Mary qui refuse toute contraception en fidélité à son homme déjà en Angleterre, il s'agit du deuxième avortement instrumental. L'IVG, une conséquence de violences sexuelles ? Dans les services concernés, les demandes n'ont globalement pas augmenté. Pourtant, les viols et la prostitution forcée sont mis en exergue par les humanitaires. En réalité, pas un seul n'a recueilli de témoignage. Les militantes qui œuvrent sur le terrain et vivent dans les *jungles* sont mieux informées. Certaines reprochent aux professionnels de santé un manque de nuance. Selon elles, ils seraient incapables de penser la sexualité des exilées autrement que vécue sous la contrainte, victimisant toutes les femmes. Venue à Calais avec sa caravane voilà quelques mois, Liz est restée.



**Dans le camp de Grande-Synthe, l'équipe de sages-femmes de Gynécologie sans frontières : la brestoise Claude Tanguy, venue pour 15 jours, Marie Degrand, dunkerquoise présente régulièrement, Camille Dujardin et Juliette Deleu, de la maternité de Roubaix, venues pour la journée.**



© G.M.

Un couple dans le camp de Grande-Synthe, avec leur bébé de huit mois.

Depuis, l'Anglaise a construit un « Women and children center ». Une grande structure recouverte d'une bâche jaune et rouge, chauffée, équipée de panneaux solaires. Distribution de vêtements, de chaussures, de lait infantile, cours d'anglais... Refuge ouvert en journée, l'espace est devenu un véritable gynécée (5). Une fois par semaine, GSF consulte dans la caravane de Liz, qui a alerté l'organisation sur le thème des violences.

### « MARCHÉ OU CRÈVE »

Emma Dubreu, éducatrice au centre d'hébergement des femmes depuis son ouverture, passe son temps libre dans la jungle. « Au centre, il n'y a pas assez d'intimité pour les confidences. Beaucoup de femmes sont déprimées, mais n'en parlent pas. Cela dit, les situations sont très différentes d'une femme à l'autre. Certaines ont connu des viols, surtout pendant leur voyage. Il y a aussi de la prostitution. Je connais très bien un petit réseau de cinq ou six femmes gérées par un homme. Ce n'est pas le seul, ce n'est pas le plus gros. Les femmes qui se prostituent sont désespérées. Présentes dans la jungle depuis longtemps, elles ont besoin d'argent et sont prêtes à tout. Elles ont souvent été violées pendant leur parcours. Je connais une Erythréenne qui est là depuis plus d'un an. Physiquement, elle dépérit. Elle a beaucoup maigri, revient régulièrement tabassée, a des problèmes gynécologiques, a eu plusieurs IVG. Elle a enfin accepté une pose d'implant au centre de planification. La passe est à 20 ou 25 euros, mais le proxé-

nète ne remet que cinq euros à la femme. D'autres travaillent en indépendantes, font le tour des tentes pour proposer leurs services à trois ou cinq euros. Je distribue des préservatifs. De GSF, j'attends une aide sur la prévention des IST et l'accès à la contraception. » D'autres militantes expliquent qu'on ne traverse presque plus vers l'Angleterre à Calais, qui réservait autrefois quelques possibilités de passage gratuit. La jungle est devenue une zone d'attente. Aux plus pauvres, l'endroit permet de réunir suffisamment d'argent pour le futur passage. Ensuite, les femmes filent à Norrent-Fontes. Comme à Grande-Synthe, le camp serait tenu par des passeurs. L'information circule et les femmes s'organisent. Elles

se déplacent en bande. Et quand les passeurs sont sympas, les femmes sont nombreuses. Quand ils ne le sont pas, elles viennent moins. Les gynécologues et sages-femmes de GSF s'interrogent sur toute cette violence. Comment l'aborder ? Faut-il s'équiper de kits d'urgence post-viol ? A qui référer les femmes sans couverture sociale qui ne souhaitent pas demander l'asile en France ? Les bénévoles envisagent d'utiliser un jeu pour délier les langues. Dépitée, Nora Alloy est consciente des limites : « De toute façon, pour elles, c'est "marche ou crève". On est seulement là pour limiter la casse. »

■ Géraldine Magnan

(1) Tous les prénoms des personnes exilées mentionnées ont été modifiés.

(2) La situation doit théoriquement changer début mars, avec l'installation d'un camp aux normes internationales, aménagé par Médecins sans frontières. L'Etat ne déboursant pas un centime, l'ONG a dégagé deux millions d'euros, la municipalité 400 000 euros.

(3) Syrie, Irak, Iran, Afghanistan, Erythrée, Ethiopie, Somalie, Soudan

(4) Depuis mi-janvier, La vie active, à la demande de l'Etat qui a été condamné, a ouvert un centre d'accueil provisoire de 1500 places. Des containers empilés transformés en dortoirs à lits superposés, dans un espace grillagé et gardé que l'on ne peut pénétrer qu'après reconnaissance morphologique de la main. Les migrants ne se bousculent pas dans ce camp inhospitalier.

(5) Mi-février, la préfecture du Pas-de-Calais annonce la destruction d'une partie de la jungle, dont le Women center, le centre d'aide juridique et le centre de vaccination.



© G.M.

Le centre d'accueil provisoire, à l'accès contrôlé, construit pour l'Etat par La vie active à Calais.